Rapport annuel 2017

Belgique
partenaire du développement

Table des matières

Avant-propos 3
Partie 1 | Accents de la Coopération belge au Développement 4
Partie 2 | Engagés pour les Objectifs de Développement durable 14
Partie 3 | Aide humanitaire 26
Partie 4 | Sensibilisation en Belgique 29

Introduction

Le contexte international dans lequel notre coopération au développement évolue, change rapidement. De nombreux pays en développement sont en passe de devenir des pays à revenu intermédiaire, de nouveaux acteurs et donateurs entrent en scène et, mathématiquement, la part de l'aide au développement diminue dans l'ensemble des flux de capitaux. Entretemps, les pays les plus pauvres continuent à faire du surplace, les crises humanitaires réclament notre attention, et des défis tels que le changement climatique et la migration nécessitent des réponses appropriées. La Coopération belge au Développement doit donc choisir plus que jamais des pays et des thématiques dans lesquels elle peut faire la différence et démontrer qu'elle est un partenaire fiable et de qualité.

En 2017, nous avons poursuivi nos efforts. Au niveau de la coopération gouvernementale, la nouvelle loi sur Enabel, l'agence belge de développement, a été approuvée, et un nouveau contrat de gestion a été signé entre l'état belge et Enabel. Les relations avec les acteurs non-gouvernementaux ont été approfondies, notamment à travers l'organisation de dialogues stratégiques. Notre coopération au développement a assumé une plus grande responsabilité dans la gestion des institutions financières internationales. De plus, un cadre a été développé pour la promotion du secteur privé en tant que moteur de développement, à la fois dans les interventions de notre société d'investissement BIO et dans les programmes gouvernementaux.

Notre propre maison, la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD), a aussi été adaptée au nouveau contexte. L'importance croissante de l'action humanitaire et l'excellente réputation de la Belgique en la matière ont naturellement entraîné la création d'une direction aide humanitaire à part entière, qui se concentre également sur les conflits, la fragilité et des projets de transition. Les différents services en charge de l'environnement et du climat ont été fusionnés dans une nouvelle direction, de même que ceux compétents pour les multiples facettes de la migration. Le travail s'est poursuivi pour renforcer le suivi financier du budget de la coopération au développement et un cadre a été développé pour mieux montrer les résultats que nous avons obtenus, et comment ils s'inscrivent dans le cadre plus large des Objectifs de Développement durable, qui ont été adoptés au niveau international.

Ces réformes ont été réalisées grâce à la conviction et à l'engagement de nombreux membres du personnel de la DGD. Avec eux, je souhaite au lecteur de notre rapport annuel 2017 une lecture intéressante et agréable.

Bruno van der Pluijm
Directeur général de la DGD

Colophon

Rédaction, coordination et conception
Direction Presse et Communication (P&C)

Production
Direction générale Coopération au développement et aide humanitaire (DGD)

Photo couverture
© Belgium Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation

Éditeur responsable
Dirk Achten, Rue des Petits Carmes 15, B-1000 Bruxelles

Dépôt légal
0218/2018/014
Mai 2018

Avant-propos

À un moment où l'ordre international est plus que jamais mouvant, la politique de la Belgique en matière de développement connaît, elle aussi, des transformations importantes. Sur la scène internationale, notre pays met sur la table des thématiques importantes, il parvient à adapter sa politique en fonction des Objectifs de Développement durable (ODD) et il prend ses responsabilités à l'échelle internationale. Revenons, pour illustrer cela, sur trois événements marquants qui se sont déroulés en 2017.

Le premier a, sans conteste, été la **conférence internationale** «**She Decides**» au printemps 2017. Dès les premiers jours de son mandat, le président américain Trump a rétabli le *Global Gag Rule*, privant de fonds les organisations qui soutiennent de près ou de loin l'accès à l'avortement. Si cette décision a touché plusieurs ONG et organisations internationales, comme le Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP), un partenaire fiable de la Coopération belge au Développement depuis des années, plus encore, ce sont des centaines de milliers de filles et de femmes qui en paient le prix, privées d'informations pourtant essentielles sur le planning familial, la sexualité ou l'interruption de grossesse en toute sécurité.

Pour autant, la Belgique n'abandonne pas ces femmes et ces jeunes filles à leur sort. Notre pays s'est tout de suite allié aux Pays-Bas, à la Suède et au Danemark pour mettre en place l'initiative baptisée «She Decides», que plus de cinquante pays et organisations sont venus soutenir à Bruxelles le 2 mars. Contre toute attente, les sommes récoltées à cette occasion ont atteint les 181 millions EUR ; elles sont affectées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des filles et des femmes. Depuis lors, « She Decides » est devenu un vaste mouvement international recueillant déjà plus de 400 millions EUR.

Avec les ambassadeurs de bonne volonté de l'ONU Goedele Liekens et Axelle Red, je me rendais quelques mois plus tard au Bénin et au Sénégal et constatais l'engagement de la Belgique sur le terrain. Grâce à nos investissements, nous faisons la différence en rendant les jeunes filles autonomes et en donnant aux femmes la possibilité de prendre leur vie en mains. C'est fondamental. Nous ne pourrons jamais réaliser les ODD si nous continuons à reléguer au second plan la moitié de la population mondiale.

La présentation de notre **premier rapport volontaire national,** en juillet 2017, lors d'une session spéciale de l'ONU à New York, a été un deuxième moment-clé. Avec son rapport intitulé *Pathways to Sustainable Development*, la Belgique a rejoint un groupe de tête d'États membres qui accordent une importance majeure à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Deux ans à peine après l'élaboration des ODD, le rapport d'évaluation fait état de toute une série d'initiatives et de réalisations à l'actif de notre pays dans de nombreux domaines. Et dans le classement établi par l'Indice international ODD du Réseau des Solutions pour le Développement durable des Nations unies (SDSN) et la fondation Bertelsmann, la Belgique occupe aussi le douzième rang.

Un troisième moment charnière de 2017 a été m*a* **visite de terrain au Soudan du Sud et dans les camps de réfugiés du nord de l'Ouganda**. Depuis plusieurs années, notre pays est confronté à un nombre croissant de réfugiés que la guerre et les conflits ont poussés à l'exil. Leur nombre n'a jamais été aussi élevé depuis la deuxième Guerre mondiale. La situation au Soudan du Sud, déchiré par *une* effroyable guerre interne, en est un exemple poignant. La Belgique a pris ses responsabilités humanitaires et ses contributions dans ce domaine ont atteint des records historiques en 2017.

Ces trois exemple montrent clairement que la Belgique est plus que jamais disposée à assumer un leadership international. Notre pays a, certes, une petite superficie, mais notre engagement n'en est pas moins grand. Je tiens donc à remercier tous ceux et toutes celles qui par leur engagement en 2017 ont contribué à ces efforts!

Alexander De Croo
Vice-Premier ministre et
ministre de la Coopération au développement

Partie 1

Accents de la Coopération belge au Développement

La CTB devient Enabel

En 2017, tout a été mis en œuvre pour transformer l'Agence belge de développement CTB en Enabel. Le nouveau nom vient parachever une profonde réforme de l'Agence belge de développement entrant en vigueur 1er janvier 2018. Au travers de cette réforme, le gouvernement fédéral entend préparer l'Agence belge de développement pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable.

Le nom fait référence au verbe anglais *enable* qui signifie permettre, rendre possible, faciliter et autonomiser (*to empower*). Enabel dispose de plus d'autonomie par rapport à l'ancienne CTB et peut intervenir avec plus de flexibilité. Enabel effectuera aussi des missions pour le compte d'autres services et institutions publics belges ou pour des clients internationaux comme l'Union européenne ou la fondation Bill & Melinda Gates. Objectif : renforcer l'impact de la politique belge en matière de développement. Il y aura une flexibilité accrue par rapport aux acteurs (pas uniquement gouvernementaux) avec lesquels une coopération peut être menée, aux instruments qu'Enabel peut déployer (subventions, prêts, mécanismes de financement innovants) et aux risques qu'Enabel peut prendre, ce qui a surtout son importance dans des contextes de fragilité.

Le secteur privé : moteur du développement

La Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) est un instrument important pour atteindre une croissance économique durable et inclusive. Ces dernières années, la loi et le contrat de gestion ont été adaptés pour faire concorder les objectifs et la mission de BIO avec le nouveau paradigme international de développement eu égard à l'Agenda 2030. En même temps, la législation a été rendue plus stricte en ce qui concerne les centres financiers offshore, c'est-à-dire les paradis fiscaux, les pays refusant d'échanger des informations fiscales et autres. La modification de la loi permet désormais d'ouvrir BIO aux capitaux d'investisseurs privés qui, avec BIO, veulent miser sur la croissance de nouveaux marchés. Enfin, la modification légale a élargi le mandat de BIO à des interventions dans deux nouveaux secteurs prioritaires: le climat et le numérique au service du développement (*digital for development*).

She Decides

She Decides regroupe les pays et organisations qui œuvrent ensemble pour que les organisations d'aide dans les pays en développement puissent poursuivre leur travail sur la planification familiale et les droits des femmes. L'initiative internationale est née en réaction à la réintroduction de la *Global Gag Rule* du président américain Trump. Cette mesure – aussi appelée *politique de Mexico* - interdit aux organisations bénéficiaires de fonds américains toute activité liée à l'avortement. Ces organisations doivent certifier qu'elles n'utilisent aucun de leurs fonds, même non octroyés par les États-Unis, pour des activités liées de près ou de loin à l'avortement: par exemple, l'éducation sexuelle et la contraception.

Impact dévastateur

L'impact est énorme. Cela signifie, à titre d'exemple, qu'un centre de santé au Bénin qui utilise un budget venant de l'état américain pour la vaccination contre le paludisme et un budget des Pays-Bas pour développer un planning familial, se verra supprimer son budget américain. Cela à cause de ses activités de conseils en matière de contrôle et de régulation des naissances, de contraception ou d'avortement sans risques. Au risque de devoir réduire considérablement ses activités, voire d'être contraint de fermer ses portes.

La Conférence de Bruxelles

La Belgique, le Danemark et la Suède ont rejoint les Pays-Bas et ont organisé le 2 mars à Bruxelles, une conférence de soutien et d'engagement pour les droits des femmes et des filles. Elle a rassemblé plus de cinquante gouvernements, des parlementaires venus du monde entier, des représentants des Nations unies, d'ONG, de fondations et du secteur privé. Tous soutiennent She Decides et ont promis 181 millions EUR pour pallier au déficit des dons américains. La Coopération belge au Développement a promis une contribution de 10 millions EUR.

Vers un élargissement du mouvement

Les quatre pays « fondateurs » ont désormais décidé d'ouvrir She Decides au plus grand nombre et d'élargir le mouvement. Des pays, organismes, entreprises et particuliers peuvent adhérer à l'initiative en signant la charte de She Decides. Le mouvement est dirigé par un groupe restreint de pays du Nord et du Sud, le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et l'ONG internationale Planned Parenthood Federation (IPPF).

“ Lorsque nous avons pris cette initiative, nous ne pensions jamais mobiliser autant de pays en si peu de temps. Ce qui importe à présent, c'est de renforcer cette assise. Nous ne pouvons pas accepter que l'on refuse à des filles et des femmes l'accès à l'information sur le planning familial, la prévention du sida et les soins à la mère et à l'enfant. La santé et les droits sexuels et reproductifs sont un pan crucial de l'agenda de développement.”

Alexander De Croo

Un entrepreneuriat agricole durable

La Coopération belge au Développement stimule l'entrepreneuriat durable dans l'ensemble de la chaîne agroalimentaire et vise à améliorer ainsi la sécurité alimentaire, afin de contribuer à la réalisation de l'ODD 2 *« éliminer la faim. »*

Améliorer la situation des agriculteurs du Sud, telle est l'ambition majeure de la nouvelle note stratégique « Agriculture et Sécurité alimentaire ». Notre pays veut permettre aux agriculteurs qui ont du potentiel de devenir de véritables entrepreneurs agricoles. Concrètement, la nouvelle stratégie agricole s'attachera à offrir une assistance technique et à faciliter l'accès au crédit, mais aussi à développer un secteur agroalimentaire local qui peut employer des jeunes. L'importance du commerce international et surtout régional y est aussi confirmée.

“ L'Afrique a besoin d'une révolution agricole. Elle doit tourner le dos à une agriculture de subsistance peu productive, pour laisser la place à un entrepreneuriat agricole durable. C'est le seul moyen de faire face durablement aux taux de croissance démographique élevés et à l'urbanisation galopante observés sur ce continent. Il faut abandonner une fois pour toute l'idée du petit agriculteur familial qui doit à tout prix continuer la besogne, mais ne parvient même pas à récolter suffisamment de nourriture pour nourrir sa propre famille. Dans le Sud aussi, les agriculteurs doivent devenir des entrepreneurs”

Alexander De Croo

L'importance de l'égalité de genre et le fait de donner plus d'opportunités aux femmes sont aussi des thèmes centraux. Des études montrent que la formation et la situation personnelle des femmes contribuent à raison de 28% au recours optimal à une alimentation qualitative dans les pays les moins avancés. Les femmes jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire et l'alimentation de qualité. Un revenu plus élevé chez les femmes a un effet positif sur l'alimentation, la santé et l'éducation des enfants.

Une politique étrangère cohérente

La Belgique s'investit depuis plusieurs années dans l'approche 3D (*Diplomacy, Development, Defence*). Celle-ci a depuis été développée et renommée la 3DLO (*Law and order*). Le but était d'arriver à une politique étrangère cohérente et efficace, capable de répondre aux défis qui se présentent sur le plan international.

La nouvelle note stratégique *Comprehensive Approach* va un pas plus loin et rejoint un développement similaire existant au niveau international, notamment lié à l'Europe. Un dialogue permanant, l'évaluation et l'ajustement de la position belge envers certains pays et thèmes y sont centraux. Ainsi, tous les départements concernés déterminent ensemble les grandes priorités et alignent leurs efforts. La *Comprehensive Approach* n'est pas un but en elle-même, mais une méthode de travail pour renforcer la politique étrangère belge.

Développement transitionnel et gouvernance

Dans le cadre des Objectifs de Développement durable, la nécessité d'aborder les causes profondes de la fragilité, des conflits et des crises humanitaires est davantage reconnue. C'est dans ce contexte que le service D5.2 a été créé au mois de mars 2017.

Le nouveau service met l'accent sur l'efficacité de l'aide en matière d'aide humanitaire, d'aide au développement et de consolidation de la paix, en s'attaquant aux causes profondes de la fragilité, des conflits et des crises humanitaires. La mission de D5.2 consiste à:

- Gérer l'assistance spécifique (par exemple, le soutien à l'ITIE - Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, les appels à projets de transition);
- Fournir des conseils stratégiques et participer au débat thématique international;
- Coordonner et élaborer l'Approche globale;
- Soutenir les postes diplomatiques dans la mise en œuvre de leur politique sur ce thème.

La recherche, soutien à la politique

ACROPOLIS – ACademic Research Organisation for POLicy Support – comporte des groupes de recherche des universités néerlandophones et francophones en Belgique. Ils mènent des recherches académiques pour la Coopération belge au Développement, afin d'améliorer la qualité et l'impact des décisions. ACROPOLIS contribue également à la visibilité internationale de l'expertise académique belge en matière de coopération au développement. Le programme est financé, via VLIR-UOS et ARES-CCD, par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) du SPF Affaires étrangères. En 2017, trois projets de recherche ont été lancés:

- Governance for development
- KLIMOS – Environmental & climate change in the transition towards sustainable development
- BeFinD – Financing for development

Comment l'aide dans les situations fragiles peut-elle être plus efficace?

À la fin du mois de mars 2017, s'est déroulée la conférence de clôture du programme ACROPOLIS de trois ans sur l'efficacité de l'aide dans les situations de fragilité. Les scientifiques ont examiné comment améliorer la qualité et l'influence de la Coopération belge au Développement. Entre autres choses, le « guidance on fragility » a été discuté. Il donne des conseils au personnel politique en Belgique et sur le terrain pour travailler de façon optimale dans des situations de fragilité. En outre, le « FRAME tool » fournit un cadre à travers lequel les risques peuvent être gérés consciemment selon les 5 dimensions de la fragilité: politique, sociale, économique, environnementale et sécuritaire.

Coopération avec la Guinée et le Burkina Faso

Fin octobre 2017, la Belgique a signé un nouvel accord de coopération avec la **Guinée** pour la période 2018-2022. Le programme comprend trois volets :

- Le développement de l'entrepreneuriat urbain, rural et féminin ;
- Les droits sexuels et reproductifs ;
- Un programme de formations, d'études et d'expertise.

Cet investissement sera mis en œuvre par Enabel (agence belge de développement) pour un montant total de 37,7 millions EUR. Le bureau diplomatique en Guinée suit la coopération gouvernementale, et également les interventions des ONG belges et des organisations multilatérales sous financement belge ainsi que des prêts d'état à état.

En novembre 2017, la Belgique et le **Burkina Faso** ont signé un programme de coopération gouvernementale pour 2018-2022. Ce programme sera mis en œuvre par Enabel pour un montant de 38,860 millions EUR. L'objectif est de contribuer au développement économique, social, inclusif et durable dans la région du Centre-Est (Tenkodogo-Koupela). Pour ce faire, les trois grands axes du programme sont :

- La promotion de l'entrepreneuriat et la création d'emplois pour les jeunes et les femmes ;
- Un renforcement de la sécurité dans la région avec un projet de police de proximité ;
- Le renforcement des droits sexuels et reproductifs des femmes (She Decides).

Outre la coopération gouvernementale, la coopération non-gouvernementale est également active au Burkina Faso. 22 ONG belges sont sur le terrain, dont Africalia, les Universités et Institutions scientifiques, l'APEFE, l'Institut de Médecine tropicale (IMT) et l'Union des villes et des communes de Wallonie (UVCW). BIO-Invest est également présente au Burkina Faso où elle cherche à créer de la valeur ajoutée par ses financements. Enfin, la Belgique a également signé plusieurs prêts d'état à état.

Nouveaux programmes de la coopération non-gouvernementale

En 2017, les nouveaux programmes quinquennaux de coopération non-gouvernementale ont démarré. La Coopération belge au Développement a des partenariats avec **83 organisations** qui réalisent leurs programmes dans **49 pays** à travers le monde. 90% des subventions vont à 32 pays, dont la Belgique pour la citoyenneté mondiale et le thème du travail décent. Les subventions belges couvrent également les bourses d'études pour les citoyens des pays en développement. Avec un total de **1,147 milliard EUR** pour la période 2017-2021, ces programmes soutiennent une société civile organisée et engagée pour les Objectifs de Développement durable (ODD), tant dans les pays en développement qu'en Belgique. Cette année, la subvention totale à ces organisations était d'environ 218 millions EUR. Environ 56% de ce montant est destiné aux pays les moins avancés (PMA).

Migration et développement

En mai 2017, sous la présidence belge, 60 pays partenaires et organisations prenant part au Processus de Rabat se sont réunis à Bruxelles pour discuter des priorités futures du Dialogue euro-africain sur la migration et le développement. Les discussions ont porté sur une meilleure gestion de la migration entre les deux continents en:

- encourageant la migration légale et la mobilité;
- luttant contre les migrations illégales (y compris le trafic d'êtres humains);
- s'efforçant d'améliorer la gestion des frontières;
- attachant de l'importance au retour, à la réadmission et à la réintégration.

Les pays européens et africains veulent s'attaquer conjointement aux causes profondes de la migration illégale et des mouvements forcés. Pour ce faire, la protection internationale et l'asile sont importants.

Le processus de Rabat rassemble une soixantaine de pays pour mener un dialogue ouvert sur la migration et le développement. La plate-forme a été créée en 2006, pour promouvoir la coopération entre les pays qui ont connu une migration croissante le long des routes reliant l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord à l'Europe.

© Thomas Hiergens

Cohérence des politiques

Ces trois dernières années, la cohérence des politiques au profit du développement a progressé. L'une des principales avancées est la nouvelle répartition des compétences en matière d'institutions financières internationales: la compétence qui concerne le groupe de la Banque mondiale est désormais partagée entre le SPF Finances et le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. En outre, la Banque africaine de Développement est dorénavant du ressort exclusif de la politique belge de développement.

Deux organes consultatifs se penchent actuellement sur le nouveau programme de développement durable: le Conseil fédéral du Développement durable et le Conseil consultatif sur la cohérence des politiques, causant chevauchement et double emploi. Une meilleure synergie entre ces deux organes consultatifs est examinée.

Les recommandations du *peer review* 2015 du CAD/OCDE ont encouragé le gouvernement à mener une approche pangouvernementale dans des contextes de fragilité. Dans cet esprit, le gouvernement a approuvé en juillet 2017 la note stratégique *Comprehensive Approach*, qui transpose cette recommandation en une méthodologie concrète et permet de coordonner et synchroniser les différents instruments de la politique étrangère (entre autres Défense, Affaires étrangères, Développement international, Justice et Police).

Nouvelle direction MD8

En septembre 2017, la Direction M8 et le Service D2.4 ont fusionné pour former la Direction MD8 « Environnement et Climat ». Cette Direction suivra les dossiers liés au changement climatique, à l'environnement et aux organisations actives dans ces domaines. Objectif de la fusion : travailler avec efficience , partager les informations, défendre des lignes communes, rationaliser et simplifier le travail de suivi des conférences et organisations internationales.

MD8 aura dans ses compétences :

- **La mise en œuvre de l'Agenda 2030 ;**
- **La participation belge au Programme des Nations unies pour l'Environnement (UNEP) ;**
- **L'exécution du traité Antarctique ;**
- **La gestion des relations avec une série d'organisations partenaires, dont le Global Environment Fund, le Global Climate Fund et aussi l'UNEP ;**
- **Le suivi des relations avec l'Institut royal des Sciences naturelles (IRSN) sur la biodiversité ;**
- **La participation aux conférences sur le changement climatique ;**
- **La validation des programmes de la coopération belge en ce qui concerne leur dimension climatique et environnementale.**

© Kris D'Aout

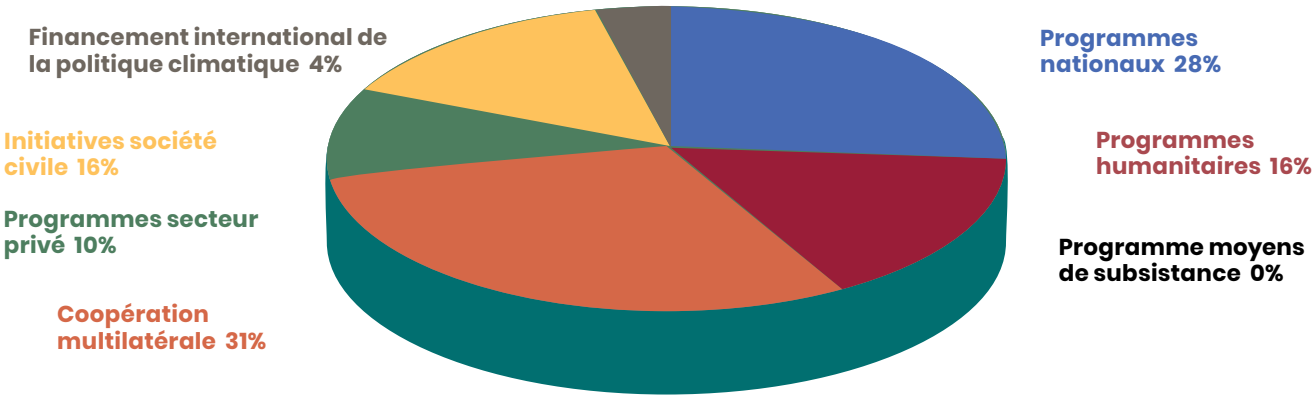
La Coopération belge au Développement en chiffres

Dans les années 1970, il a été internationalement convenu que **l'Aide publique au développement (APD)** des pays riches devait au moins s'élever à **0,7% de leur revenu national brut (RNB)**. La Belgique s'est elle aussi imposé l'obligation légale de respecter cette norme à partir de 2010. Suite à la crise financière et aux conditions budgétaires difficiles, cet objectif n'est toutefois pas en passe d'être réalisé dans l'immédiat. Après une forte croissance durant la période 2008-2010 (0,64% du RNB en 2010 - le taux d'APD le plus élevé jamais atteint), l'aide au développement belge a progressivement baissé pour finalement atteindre 0,49% en 2016.

En 2017, l'ensemble de l'aide belge au développement se situait autour de 0,45% du RNB, soit une diminution de 0,04%. Le budget pour la coopération au développement 2017 a été fixé à **1.252 millions EUR** (crédits de liquidation). A cause des mesures strictes destinées à maintenir le solde budgétaire des pouvoirs publics sous contrôle, un blocage d'un montant de 120 millions EUR a été imposé. Néanmoins, **1.106 millions EUR ont** été réalisés par rapport à 1.160 millions EUR en 2016.

En quoi consiste l'aide au développement officielle de la Belgique ?

- Financement via le budget pour la coopération au développement (environ deux tiers de l'ensemble de l'aide au développement officielle);
- Financement via d'autres autorités fédérales et via la Commission européenne;
- Une partie des coûts relatifs à l'accueil des réfugiés et des coûts relatifs aux étudiants originaires de pays en développement qui étudient en Belgique;
- Des contributions des régions, communautés, provinces et communes;
- Annulations de dettes convenues au niveau international.



Crédits de liquidation réalisations 2017	En milliers EUR	En pourcentage
0. Programme moyens de subsistance	1.462	0%
1. Programmes nationaux	256.002	28%
2. Initiatives société civile	175.222	16%
3. Coopération multilatérale	346.225	31%
4. Programmes secteur privé	112.152	10%
5. Programmes humanitaires	170.000	16%
6. Financement international de la politique climatique	45.262	4%
Total	**1.106.325**	**100%**

Aperçu de l'aide belge au développement par canal (en millions EUR)

Direction générale Coopération au Développement (DGD)	2014	2015	2016	2017
Coopération gouvernementale				
Agence belge de Développement (Enabel)	186,39	153,62	182,83	153,40
Actions des ANG en synergie	3,30	2,45	1,13	
Consolidation société et bonne gouvernance	7,60	1,77	68,65	16,91
Coopération déléguée	24,11	9,54	14,66	14,30
Coopération régionale (àpd 2017 via Enabel)	2,65	0,20	0,44	
Aide budgétaire générale et sectorielle	24,50	16,88	13,01	21,01
Société civile locale	1,40	0,30	0,74	0,03
Frais de gestion Enabel	22,42	22,67	22,96	21,45
Prêts d'état à état	3,60	19,92	14,61	18,41
Fonds belge pour la Sécurité alimentaire	15,80	12,45	12,77	10,49
Sous-total coopération gouvernementale	**291,78**	**239,80**	**331,80**	**256,00**
Coopération non-gouvernementale *				
Société civile et acteurs institutionnels	154,06	137,84	149,61	154,45
VLIR - Conseil interuniversitaire flamand	33,45	32,78	32,75	4,67
ARES - Fédération de l'enseignement supérieur de Wallonie et de Bruxelles	27,87	25,56	28,04	4,40
Institutions scientifiques	19,46	20,10	20,25	2,01
Autres non gouvernementales	14,02	12,40	15,65	3,28
Sous-total coopération non gouvernementale	**248,86**	**228,68**	**246,30**	**168,79**
Coopération multilatérale				
Contributions multilatérales obligatoires	10,03	10,96	10,48	13,50
Contributions multilatérales volontaires	120,58	115,79	100,56	81,68
Fonds européen de Développement et Banque	115,16	120,02	95,13	160,60
Groupe Banque mondiale	128,05	12,50	13,26	42,17
Banques régionales de Développement	50,15	48,47	47,22	11,95
Conventions environnementales ("politique climatique" àpd 2017)	72,05	20,20	45,21	
Annulation multilatérale de dettes	20,96	16,50	17,27	19,60
Sous-total coopération multilatérale	**517,00**	**344,45**	**329,14**	**329,51**
Entrepreneuriat, Science et Technologie (àpd 2017)				
Science, technologie et innovation: acteurs belges				65,01
Science, technologie et innovation: acteurs internationaux				2,50
Entrepreneuriat local, commerce équitable, BIO				44,29
Centres de connaissance internationaux				0,35
Aide au secteur privé, BIO (àpd 2017 voir ci-dessus)	**54,93**	**42,23**	**46,18**	
Aide humanitaire	**102,03**	**149,49**	**177,14**	**170,00**
Politique climatique (àpd 2017)				**45,20**
Sensibilisation en Belgique (excl. ONG)	**5,62**	**4,18**	**5,06**	**5,03**
Administration, évaluation, autres	**1,31**	**1,68**	**1,89**	**1,46**
Total DGD	**1.221,53**	**1.010,52**	**1.137,51**	**1.088,15**

* A partir de 2017 le cofinancement des programmes de l'enseignement supérieur et des institutions scientifiques sera imputé sous le programme d'activités "Entrepreneuriat, Science et Technologie"

Transparence

En 2012, la Belgique a rejoint l' *International Aid Transparency Initiative* (IATI). Cette initiative a été lancée lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra en 2008, pour concrétiser les engagements du Programme d'action d'Accra en matière de transparence.

En effet, la transparence est essentielle pour la planification budgétaire des pays partenaires, la coordination entre les bailleurs de fonds et la redevabilité envers le parlement, la société civile et les citoyens, tant des pays donateurs que des pays partenaires.

En pratique, l'IATI a introduit d'importantes innovations:

- un format standardisé pour la publication électronique d'informations sur le financement de l'aide, les projets et les programmes. Ceci assure une communication sans ambiguïté. En outre, les différents acteurs, donateurs ou partenaires peuvent collecter et traiter automatiquement les informations;
- un registre qui assure le suivi de ces fichiers d'information publiés électroniquement, en indiquant l'adresse Internet unique sur laquelle ils peuvent être trouvés. De cette façon, n'importe qui peut consulter cette information;
- la mise à jour régulière de cette norme en fonction des évolutions du secteur et des besoins des pays donateurs et partenaires. Cela se déroule dans le dialogue entre les donateurs et les pays partenaires.

Les membres de l'initiative, comme la Belgique, s'engagent à publier régulièrement des informations détaillées sur leurs financements de l'aide, leurs projets et programmes spécifiques (y compris leurs objectifs et résultats), leur organisation, leurs budgets et stratégies, etc.

Parce que notre pays veut promouvoir la transparence, le ministre Alexander De Croo a demandé aux partenaires de la Coopération belge au Développement de publier également au format IATI. Enabel, BIO, les acteurs institutionnels et non-gouvernementaux contribueront tous à une aide belge transparente.

Cela correspond à la philosophie sous-jacente de l'IATI: si chaque acteur de la chaîne à travers laquelle les flux de financement passent, publie ses propres données, en indiquant ses propres activités, contributions et résultats, et avec des liens non équivoques de l'origine des fonds - en amont - d'une part, et avec

des liens vers ses propres partenaires locaux de mise en œuvre - en aval - d'autre part, une image complète est disponible avec tous les détails, les relations et les collaborations.

Techniquement et organisationnellement, c'est un grand pas qui demande beaucoup d'efforts, avec des investissements humains et matériels considérables, avant de se dérouler sans erreurs et de manière fluide. Nos partenaires non-gouvernementaux ont donc l'opportunité de tout mettre au point jusqu'en mai 2018. À ce moment-là, ils publieront leurs programmes quinquennaux (2017-2021) cofinancés par la DGD.

Par conséquent, au moment de la publication du Rapport annuel 2017, la DGD ne dispose pas encore d'un aperçu détaillé des dépenses finales d'APD en 2017 par pays ou secteur. Même si la DGD a approuvé ces programmes, elle n'a pas encore un aperçu structuré des activités et des budgets par composante, et donc par pays et par secteur.

Engagés pour les Objectifs de Développement durable

Premier rapport belge d'évaluation

La Belgique a présenté le 18 juillet 2017, lors d'un forum politique à haut niveau des Nations unies à New York, un rapport d'évaluation sur les efforts accomplis par notre pays en faveur des Objectifs de Développement durable. Ce rapport résulte d'un processus intensif, qui a impliqué le gouvernement fédéral, les entités fédérées et un grand nombre d'organisations de la société civile.

Le rapport belge, «*Pathways to Sustainable Development*», démontre que, moins de deux ans après la fixation des ODD, notre pays peut déjà présenter nombre d'initiatives et accomplissements dans de nombreux domaines :

- Conférence sur les océans à New York : 22 engagements précis pour la protection des mers et des océans (ODD 14 - 'Vie aquatique');
- En tant qu'important fournisseur de vaccins, nous contribuons largement à l'ODD3 ('Bonne santé et bien-être');
- Les diverses initiatives «Smart city» en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles sont la preuve de notre engagement pour des villes et communautés durables (ODD 11);
- La Belgique est, de plus, le champion européen du recyclage de matériel d'emballage et contribue ainsi à une consommation et production responsables (ODD 12);
- L'organisation de la conférence «She Decides» a accentué l'engagement belge en faveur de l'égalité entre les sexes (ODD 5).

Le rapport belge met aussi l'accent sur les attentes de la société civile envers des efforts supplémentaires, par exemple en matière d'enseignement continu, de qualité de l'air et de l'eau, d'intensité énergétique et d'énergie renouvelable.

Pathways to Sustainable Development est un point de départ, un jalon qui permettra de développer davantage les ODD en Belgique et par la Belgique et qui permettra de mieux identifier les lacunes et les moyens à mettre en œuvre pour obtenir le plus d'impact.

Une contribution supplémentaire pour les pays les moins avancés

La Belgique va accorder des contributions supplémentaires au Fonds fiduciaire du FMI pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui finance la croissance dans les pays les moins avancés. En outre, le gouvernement octroie une garantie d'État pour couvrir une ligne de crédit de la Banque nationale de Belgique au profit du Fonds monétaire international, pour un montant maximal de 9,99 milliards EUR. Le FMI pourra ainsi jouer à tout moment son rôle d'acteur dans la lutte contre la crise.

Cette contribution s'inscrit dans l'engagement de la Belgique pour les pays les moins avancés. Notre pays a décidé de consacrer 50% de son aide publique au développement aux pays les moins avancés. Onze des quatorze pays partenaires de la Coopération belge au Développement appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés. La Belgique préside aussi au niveau de l'ONU le Groupe des Amis de ces pays. Avec cet apport au fonds du FMI, la Belgique contribue également à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable qui entend éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030.

Dons pour « Famine 12-12 » doublés

Le ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo avait fait savoir lors du lancement de la campagne «Famine 12-12» que le gouvernement fédéral doublerait chaque don en faveur de l'action. Les citoyens et les entreprises ont massivement participé. Un total de 9,52 millions EUR a été récolté. Le gouvernement fédéral a doublé le montant de ces dons pour le faire passer à 19,04 millions EUR.

Notre pays soutient ainsi les ONG qui fournissent une aide humanitaire urgente au Yémen, au Nigéria, au Soudan du Sud et à la Somalie. Le consortium 12-12 et la Croix-Rouge font tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les populations lourdement touchées, notamment en leur apportant nourriture et eau potable, en leur fournissant des soins de santé et en améliorant leurs conditions d'hygiène.

Le consortium 12-12 est constitué d'importantes ONG : Caritas International, Handicap International, Médecins du Monde, Oxfam Solidarité, Plan Belgique et UNICEF Belgique.

© WFP

> **“Aujourd’hui, plus d’un million d’enfants souffrent de malnutrition sévère et sont en état de besoin urgent. Cet argent doit arriver rapidement. La communauté internationale ne peut pas continuer à détourner le regard.”**
>
> Alexander De Croo

Une agriculture innovante pour plus de sécurité alimentaire

La Coopération belge au Développement va libérer, au cours des quatre prochaines années, dix millions EUR en faveur de la recherche agricole innovante du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), un réseau mondial d’établissements de recherche qui contribuent à la productivité, à la sécurité alimentaire et à la durabilité de l’agriculture.

Les fonds seront notamment affectés à l’extension de la banque de ressources génétiques de bananes, de la KU Leuven, ainsi que d’autres plantes comme la pomme de terre et autres tubercules et racines. Le centre de recherche louvaniste oriente sa recherche sur ce qui permettrait d’améliorer la sécurité alimentaire et la qualité nutritive de l’alimentation dans le Sud notamment en modifiant les plants de bananes en fonction du réchauffement climatique.

Le «Consortium for Improving Agriculture-based Livelihoods in Central Africa» (CIALCA) reçoit aussi un soutien financier. Le CIALCA aide les agriculteurs d’Afrique centrale à améliorer leurs conditions de travail et leur situation financière. Dans les années à venir, le CIALCA devrait encore davantage miser sur l’appui aux initiatives privées dans l’agriculture, à la diversité qui contribue à une sécurité alimentaire durable et à l’innovation.

La Belgique est, de longue date, un fidèle partenaire du CGIAR et le sixième bailleur européen. Notre pays siège au conseil d’administration du CGIAR et a largement contribué aux récentes réformes. Le CGIAR est depuis peu aussi à la recherche de modes de financement innovants et entend collaborer plus étroitement avec le secteur privé, une initiative que soutient pleinement la Belgique.

Au niveau mondial, la Belgique est indéniablement à la pointe de la recherche agricole. Un peu partout dans le monde, on trouve des chercheurs belges à des postes importants. La KU Leuven héberge une collection impressionnante de bananes au service d’ONG, d’universités, de ministères de l’agriculture et d’entreprises dans plus de cent pays différents. Promouvoir la recherche agricole est un investissement dans le développement à haut rendement. Chaque euro investi par an dans la recherche agricole permet un retour d’au moins dix-sept euros.

Des médicaments de qualité

25% des médicaments dans les pays pauvres sont de mauvaise qualité. Avec des conséquences désastreuses pour des millions de personnes dans le monde. Pour cette raison, la Coopération belge au Développement a signé une déclaration avec des ONG et d'autres partenaires qui les engage à utiliser des médicaments de qualité dans les pays où ils sont actifs. Une première!

Avec cet engagement, la Belgique devient le premier bailleur de fonds bilatéral et le premier état membre de l'Union européenne à proposer une réponse à la question de la qualité des produits pharmaceutiques. Les bonnes pratiques de notre pays sont qualifiées d'innovantes et d'inspirantes par les autres états membres de l'Union européenne.

Les maladies tropicales en voie de disparition ?

Les tropiques doivent faire face à des maladies mortelles et douloureuses qui ne surviennent que dans ces régions. Elles s'accompagnent souvent de terribles malformations du corps. Il existe de grands fonds internationaux pour la malaria, la tuberculose et le sida. Mais d'autres maladies tropicales sont trop longtemps restées dans l'ombre. Les maladies tropicales négligées touchent 1 personne sur 6 à travers le monde. Les plus pauvres - qui vivent dans des conditions d'hygiène déplorables - en sont les principales victimes. La communauté internationale s'efforce donc d'éradiquer pour de bon les maladies tropicales négligées (MTN). L'Organisation mondiale pour la Santé (OMS), les compagnies pharmaceutiques, les gouvernements, les fondations caritatives, tous s'unissent.

La Belgique a annoncé un plan pour éradiquer la maladie du sommeil. Notre pays investit 25,3 millions EUR dans la lutte contre la maladie du sommeil. La *Bill & Melinda Gates Foundation* s'engage à doubler ce montant. L'Institut de Médecine tropicale (IMT) coordonnera le programme. L'IMT fait partie du top mondial en matière de formation et recherche dans le secteur de la médecine tropicale.

« Les efforts constamment déployés par la Belgique pour éradiquer la maladie du sommeil en République démocratique du Congo constituent quelques-unes des plus grandes avancées réalisées dans la lutte contre les maladies tropicales négligées. Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec la Belgique et d'autres partenaires dans notre lutte collective contre ces maladies qui causent tant de souffrance auprès des populations les plus pauvres du monde.»

Bill Gates

Selon l'OMS, jusqu'à 20.000 personnes pourraient être infectées par la maladie du sommeil dans le monde. En l'absence de traitement, le taux de mortalité de la maladie du sommeil est de près de 100% et plus de 50 millions de personnes risquent de la contracter. La maladie du sommeil s'étend sur 24 pays, dont la RDC qui est le pays le plus touché, recueillant 85% des nouveaux cas enregistrés.

Des filles et des garçons égaux face à l'enseignement

Ces dernières années, des progrès considérables ont été constatés dans l'accès à l'enseignement. De nos jours, neuf enfants sur dix vivant dans les pays en développement sont scolarisés. Mais 60 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'enseignement fondamental: plus de la moitié d'entre eux se trouve en Afrique subsaharienne. En terme de qualité aussi, des progrès sont à faire. Cent millions de jeunes, dont 60% de filles, ne savent ni lire ni écrire.

L'accès à un enseignement et à une formation de qualité tout au long de la vie est l'un des dix-sept Objectifs de Développement durable. Et cela aussi bien pour les filles que pour les garçons, de sorte qu'elles puissent prendre leur vie en mains plus tard. Pour parvenir à cet objectif, la Coopération belge au Développement soutient le Partenariat mondial pour l'Éducation (GPE), un mécanisme multilatéral de financement en faveur de l'enseignement primaire et secondaire. Au total, notre pays va apporter une contribution de 26 millions EUR au GPE pour la période 2017-2020. Avec ces budgets, le GPE prévoit de fournir un soutien technique et financier pour les systèmes éducatifs nationaux. Le GPE compte plus de 50 pays en développement et toute une série d'institutions bilatérales, multilatérales et internationales.

Les droits des femmes

Pour concrétiser son engagement pour les droits des femmes, la Belgique effectuera les quatre prochaines années des contributions générales à l'UNFPA, le Fonds des Nations unies pour les populations (36 millions EUR), à ONU Femmes (16 millions EUR) et à ONUSIDA (12 millions EUR). Par ailleurs, notre pays veut que l'on s'attache davantage à la protection des filles et des femmes vulnérables dans les situations de crise humanitaire. La Belgique débloquera 5 millions EUR de plus pour le Fonds central d'Intervention pour les Urgences humanitaires du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Pour 2017, la contribution belge totale au CERF s'élève à 25 millions EUR.

"Les conflits de longue durée, les changements climatiques et les catastrophes naturelles nous confrontent aux crises humanitaires les plus graves depuis la seconde Guerre mondiale. Plus que jamais, les gens ont besoin d'un accueil et d'aide humanitaire. Souvent, les filles et les femmes sont les victimes les plus vulnérables de ces fléaux, car elles sont exposées à l'exploitation et à la violence basée sur le genre. Nous devons faire davantage pour les protéger."

Alexander De Croo

©Belgium Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation

She Decides au Bénin et au Sénégal

Le ministre de la Coopération au développement De Croo s'est rendu fin avril au Bénin et au Sénégal pour une visite de travail de quatre jours. Il était accompagné de Goedele Liekens et Axelle Red, toutes deux actives en qualité d'ambassadrices de bonne volonté des Nations unies. La visite de travail s'insère dans le cadre de l'initiative She Decides, dédiée aux droits des filles et des femmes, et en particulier à leur santé sexuelle et reproductive. Au programme : des visites d'initiatives relatives au planning familial, à l'assistance postnatale, à l'éducation sexuelle et aux moyens contraceptifs.

Goedele Liekens est, depuis la fin des années 90, ambassadrice de bonne volonté du FNUAP, le Fonds des Nations unies pour la Population. Elle plaide pour un meilleur accès à la santé sexuelle et reproductive, notamment via une meilleure éducation sexuelle dans les pays en voie de développement. Axelle Red assume depuis près de vingt ans le rôle d'ambassadrice d'UNICEF Belgique, le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Elle s'investit en faveur d'un plus grand respect des droits des enfants.

"En tant qu'ambassadrice de l'UNICEF, en tant que mère de trois enfants, je suis fermement engagée dans la lutte contre le mariage des enfants. Au Bénin, actuellement, une fille sur dix est mariée à moins de quinze ans et trois filles sur dix se marient avant leurs dix-huit ans. Si nous voulons donner plus d'opportunités aux filles, nous devons nous opposer au mariage des enfants. Je suis donc très heureuse que la lutte contre le mariage des enfants soit au cœur de l'accord qui sera signé par le gouvernement belge et l'UNICEF au Bénin."

Axelle Red

"Je suis très fière que la Belgique soit pionnière dans l'initiative She Decides. Chaque minute, quelque part dans le monde, une femme décède à cause de complications liées à la grossesse. Le FNUAP fournit de bons soins médicaux pré- et post-nataux, même dans les zones les plus reculées et les moins accessibles, comme avec notre bateau-clinique mobile avec lequel nous naviguons au Bénin."

Goedele Liekens

Avec l'aide des big data

La Belgique va coopérer avec le Bénin et le Sénégal, deux de ses pays partenaires, pour améliorer l'accès aux services de planning familial en utilisant les *big data* et les informations fournies par satellites. La société belge Blue Square, active dans les *data*, et les universités de Bruxelles et de Namur s'impliqueront aussi dans le projet.

Grâce aux *big data* et aux données satellitaires, des analyses actualisées et précises de l'accès des filles et des femmes au planning familial au Bénin et au Sénégal seront établies. L'objectif est de développer une vaste plate-forme de données qui pourra aussi être mise en place dans d'autres pays pour y promouvoir l'accès au planning familial.

Si nous voulons donner aux filles et aux femmes plus de chances de mener l'existence qu'elles souhaitent, il est essentiel qu'elles aient facilement accès au planning familial. Ce projet devrait déboucher sur une meilleure disponibilité des moyens de contraception et un meilleur accès aux informations sur le planning familial. Miser sur l'innovation pour promouvoir les droits des femmes, tel est le rôle pionnier que la Belgique entend jouer au travers de sa politique de développement international.

L'eau c'est la vie

Chaque année, environ 842.000 personnes meurent à cause de l'insalubrité de l'eau, d'un manque d'assainissement et d'une mauvaise hygiène. Plus de 663 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 80 % des eaux usées sont rejetées dans la nature sans être dépolluées, entrainant l'appauvrissement des sols et la dégradation de l'environnement. Malheureusement, tous ces faits ne représentent qu'une partie de la grande problématique autour de l'utilisation et de la répartition de l'eau qui est actuellement disponible sur notre planète.

Pour la Belgique, l'eau est et demeure un thème très important. Notre pays consacre en moyenne 4,3 % de son aide publique au développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'Inde a le vent en poupe

L'Inde, un pays qui compte près d'un milliard 300 millions d'habitants, est victime d'un énorme fossé entre l'offre et la demande en énergie. Afin de le combler, la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) investit 4 millions EUR dans l'énergie renouvelable. L'investissement de BIO permettra non seulement de créer de l'emploi (143 FTE) et de former l'équipe locale aux normes internationales, mais il permettra également de limiter les pénuries en énergie. L'investissement de BIO permettra de fournir en énergie 120 000 villages toujours coupés du réseau. Près de 23 millions de foyers en zones rurales seront ainsi connectés. Ainsi, sur une base annuelle et à sa capacité maximale (96 MW), le projet du parc éolien devrait générer 145 GWh, ce qui représente une diminution des émissions de carbone équivalant à 130 645 tonnes de CO2.

La Belgique, pays du commerce équitable

La popularité du commerce équitable est très élevée. L'année dernière, chaque Belge a dépensé en moyenne 14,30 euros en produits équitables. Le commerce équitable et la campagne «Faites de la Belgique le Pays du commerce équitable» sont soutenus par la Coopération belge au Développement. Début octobre, le ministre Alexander De Croo a lancé la 16e édition de la Semaine du commerce équitable, lors d'une visite au magasin JBC d'Alost. La chaîne de prêt-à-porter s'engage pour des textiles éthiques.

La Semaine du Commerce équitable est une campagne annuelle qui met à l'honneur le commerce et les produits équitables en Belgique. Dix jours durant, des activités seront ainsi organisées dans tout le pays afin de se familiariser, de manière ludique, avec le commerce et les produits équitables.

> **"Les consommateurs ont toujours plus de choix de produits équitables. La durabilité est de plus en plus la clé du succès pour les entreprises aussi. Ce qui crée une relation gagnant-gagnant : les consommateurs sont satisfaits, les entreprises peuvent se développer et le commerce est plus ouvert et équitable."**
>
> **Alexander De Croo**

Le commerce équitable fait la différence

L'industrie de la mode s'engage de plus en plus à produire des articles plus équitables. Les sociétés belges de vêtements JBC, Bel & Bo, Mayerline, FNG Group, B & C, Bel-Confect et Stanley / Stella sont membres de la Fair Wear Foundation. Ce faisant, ils suivent leurs fournisseurs de près pour améliorer les conditions de travail.

La chaîne de magasins Colruyt s'engage également chaque jour pour une production et une consommation durables. En tant que SDG voice 2017, Colruyt a présenté ses actions dans le cadre des ODD à ses clients. Leur but est de donner aux clients une image plus concrète et plus tangible de ces ODD.

Du travail décent pour tous et partout

Neuf organisations travaillent en Afrique, en Asie et en Amérique latine avec les mouvements sociaux qui revendiquent les conditions élémentaires du travail décent, thème prioritaire de la Coopération belge au Développement. Il y a quatre ONG (Solidarité Socialiste, FOS - Fonds pour le développement, Oxfam Solidarité et WSM – Wereldsolidariteit/ Solidarité Mondiale), les syndicats (ACV-CSC, ABW-FGTB, ACLVB-CGSLB) et les services de santé (ANMC-LCM et UNMS-NVSM). Ils s'unissent dans la lutte pour le travail décent pour tous et, en 2017, ont mis en place une plate-forme de coordination « Travail décent ».

Grâce à cette plate-forme, les organisations peuvent discuter de leur approche avec leurs partenaires, au sein des réseaux régionaux et internationaux, et avec des acteurs tels que l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Ils échangent des connaissances et des expériences et recherchent des synergies. En effet, le travail décent est essentiel pour combattre et prévenir la pauvreté et les inégalités. La lutte pour le travail décent figure en bonne place sur l'agenda international en tant qu'Objectif de Développement durable distinct (ODD 8).

Le travail décent est librement choisi avec un revenu qui couvre les besoins de la famille, qui respecte les droits fondamentaux du travail, assure la protection sociale, le dialogue social et l'égalité entre les hommes et les femmes.

©Muntasir Mamum, ILO

Qu'est-ce que le travail décent?

Le travail décent est librement choisi avec un revenu qui couvre les besoins de la famille, qui respecte les droits fondamentaux du travail, assure la protection sociale, le dialogue social et l'égalité entre les hommes et les femmes.

La plateforme D4D-Be véhicule l'expertise numérique entre le Nord et le Sud

La plateforme *Digital for Development* (D4D-Be) est une nouvelle initiative de la Coopération belge au Développement, coordonnée par la fédération technologique Agoria et l'ONG Close the Gap. Elle vise à rassembler les entreprises, la coopération au développement et les organisations afin d'améliorer significativement l'efficacité des projets belges menés dans le Sud, grâce aux technologies numériques comme le *blockchain* ou les *big data*.

Grâce à l'innovation numérique, le secteur privé est en mesure d'offrir un solide soutien à la coopération au développement. Dans les pays en développement – présentant une population extrêmement jeune et un pouvoir d'achat en hausse - les solutions numériques peuvent répondre à de nombreux besoins de base dans les domaines de l'enseignement, des soins de santé, de l'agriculture ou encore de l'entrepreneuriat, et ce d'une façon innovante et souvent plus performante (en termes de coûts). La technologie doit être un outil, pas un objectif en soi.

Depuis plus de 15 ans, Close the Gap demande aux entreprises de mettre à sa disposition leurs PC, tablettes, smartphones et autres matériels IT usagés pour des projets de développement. Close the Gap procède à l'effacement des données et reconditionne les appareils pour les utiliser ensuite dans le cadre du développement de compétences numériques en Afrique. L'objectif étant de réduire la fracture numérique entre le Sud et le Nord.

Les jeunes mobilisés pour le développement durable

En prélude aux Journées européennes du développement, l'événement Voices-4Development, organisé à Bruxelles le 6 juin 2017, a mis la jeune génération à l'avant-plan. Il s'agit du plus important forum européen autour du développement international, organisé par la Coopération belge au Développement et la Commission européenne. Les jeunes sont des acteurs essentiels de la réalisation des 17 Objectifs de Développement durable (ODD). En tant qu'un des 17 ambassadeurs internationaux des ODD, la reine Mathilde a incité les jeunes à s'investir pour le développement international. Elle a souligné l'importance de la santé et d'un enseignement de qualité: il ne peut être question de développement durable si la santé et un enseignement de qualité ne sont pas au rendez-vous.

La reine Mathilde: «Les Journées européennes du développement offrent aux jeunes une magnifique occasion de faire entendre leur voix. Les jeunes bâtiront le monde de demain, l'avenir leur appartient.»

Parce que la musique, tout comme les 17 ODD, est un lien, un langage universel, la soirée fut agrémentée par un concert de l'artiste Ozark Henry, ambassadeur de bonne volonté des Nations unies.

Conférence mondiale sur les villes et la migration

En octobre 2016, les états membres de l'ONU avaient adopté le New Urban Agenda (NUA) lors de la Conférence Habitat III, établissant que la migration est l'un des principaux domaines de gouvernance, qui nécessite une cohérence et une coordination des politiques au niveau central, local et régional, afin d'assurer une gestion adéquate de la diversité nécessaire à la cohésion sociale et au développement urbain durable.

Suite à «Habitat III», le gouvernement belge et la ville de Malines ont organisé une conférence mondiale sur les villes et les migrants les 16 et 17 novembre 2017, avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Programme des Nations unies sur les établissements humains (ONU Habitat) et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en tant que partenaires institutionnels.

Cette conférence arrive à un moment où il y a plus de 250 millions de migrants dans le monde entier. On s'attend à ce que ce nombre de migrants continue de croître. Si nous voulons que cette évolution contribue au développement humain, nous avons besoin d'approches cohérentes et inclusives.

Pour une justice migratoire

Les deux coupoles d'ONG belges de solidarité mondiale, le CNCD-11.11.11 et 11.11.11. ont consacré leur campagne 2017 à la justice migratoire. Cette campagne a été soutenue par plus de 80 organisations, ainsi que par des milliers de volontaires qui veulent attirer l'attention du public et des décideurs sur les causes de la migration et sur les enjeux mondiaux qui y sont liés. Les 4 axes de la campagne sont:

1. Réduire les inégalités afin que chacun puisse vivre décemment là où il le souhaite;
2. Mettre en place des voies d'accès légales et sûres au territoire européen;
3. Instaurer l'égalité des droits pour toutes et tous;
4. Communiquer un discours juste et positif sur les migrations.

Climat et environnement

En 2017, la Coopération belge au Développement a apporté son soutien au petit état insulaire des Fidji dans le cadre de l'organisation de la **23e conférence climatique** (COP23). La Belgique a renforcé son engagement de financement climatique international aux pays les moins avancés grâce à une contribution de 15 millions EUR au Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). En outre, la proportion des investissements climatiques dans le portefeuille de la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO) continue de croître grâce à une augmentation du capital de 10 millions EUR.

2017 devait être l'année de l'opérationnalisation du **Fonds vert pour le climat**. Malheureusement son déploiement est plus lent que prévu. Le point positif est que de nombreux pays, dont quantité de partenaires de la Coopération belge au Développement, pouvaient compter sur le soutien du Programme d'appui à la préparation et aux activités préparatoires. Ce programme doit préparer les pays en développement à mobiliser les moyens financiers du Fonds vert pour le climat afin que ces États puissent, à terme, présenter eux-mêmes des programmes de réduction des émissions de carbone et s'adapter au changement climatique.

Lutte contre la pollution et la désertification

L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) s'est inscrite en 2017 sous le signe de la lutte contre la pollution. Les états membres de l'ONU se sont engagés à prendre des mesures contre la pollution de l'air, du sol, de l'eau et des océans. Certains pays du Sud ont présenté des bonnes pratiques pour diminuer les déchets de plastique ou mieux gérer les substances dangereuses, et une délégation belge a participé aux négociations à propos des actions mondiales contre la pollution. La Belgique soutient chaque année le PNUE à hauteur de 4 millions EUR.

En septembre a eu lieu en Chine le sommet biennal de la **Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification** (UNCCD). Un nouveau cadre stratégique 2018-2030, la création d'un Fonds pour la neutralité en matière de dégradation des terres et une décision sur la sécheresse ont été approuvés. Les états membres doivent intégrer ce cadre politique dans leur propre politique de sécheresse et entreprendre les mesures et les actions appropriées sur le terrain. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux doivent également aligner leurs mécanismes de financement sur le nouveau cadre.

La biodiversité et les ODD

CEBioS, le programme de l'Institut Royal des Sciences naturelles, collabore avec la Coopération belge au Développement pour renforcer la capacité des pays du Sud dans le domaine de la biodiversité et de l'éradication de la pauvreté. En 2017, le programme a permis d'organiser notamment des ateliers à Kisangani pour les scientifiques d'Afrique centrale. CEBioS essaie entre autres d'accroître les connaissances à propos du Protocole de Nagoya au Nord et au Sud. Ce protocole contribue à la protection de la biodiversité et à son utilisation durable et vise à un partage plus juste des ressources génétiques. Il influence donc clairement le travail des scientifiques, mais également le secteur privé.

Dans le cadre d'**ACROPOLIS** (appui aux politiques de coopération au développement), le nouveau programme **KLIMOS** a été lancé. Avec leur recherche, les scientifiques de cette plateforme souhaitent contribuer en 2017 et 2018 à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de la Coopération belge au Développement. Ils se concentrent sur la dimension environnementale et climatique dans le cadre des Objectifs de Développement durable (ODD). Au Vietnam, ils ont collaboré avec Enabel sur l'aménagement urbain et le développement de quartiers durables, en mettant l'accent sur les conséquences du réchauffement climatique dans les zones sujettes à la sécheresse ou aux inondations. Lors d'un atelier, des propositions sur l'énergie renouvelable, l'habitat vert, les nouveaux matériaux et techniques ont été discutées.

Coopération non-gouvernementale

En 2017, les ONG belges ont lancé de nouveaux programmes dans le Sud. Beaucoup se concentrent sur la dimension environnementale et de lutte contre la pauvreté. **WWF** œuvre notamment en faveur de la préservation de la forêt et pour le développement socio-économique de la population en RD Congo. Le programme tente d'atténuer la pression sur les forêts précieuses en développant des plantations d'arbres pour la production de charbon de bois (nécessaire à l'approvisionnement énergétique). Parallèlement, la consommation d'énergie doit diminuer grâce à la mise sur le marché de fours améliorés.

Les nouveaux programmes des ONG misent également sur l'agroforesterie et l'écotourisme dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles. En Ouganda, **Trias** axe son travail sur l'entrepreneuriat durable pour les agriculteurs. Cette ONG collabore avec l'organisation BOS+, qui formera les agriculteurs aux pratiques agricoles durables et climato-intelligente telles que la gestion durable des forêts dans le cadre de l'approvisionnement énergétique, l'agroforesterie et les mesures pour une gestion durable des terres et de l'eau.

©Stefanie Buyst

partie 3

Aide humanitaire

La fréquence et l'ampleur des crises humanitaires actuelles entraînent des défis sans précédent pour la communauté humanitaire. La nature des crises humanitaires change: celles-ci sont plus longues et plus complexes, les besoins augmentent et l'accès aux plus vulnérables s'avère très souvent aléatoire. Cet état de fait se reflète dans l'action humanitaire belge qui focalise ses financements sur des crises complexes et intensifie son plaidoyer humanitaire visant à demander le respect des principes humanitaires et du droit international humanitaire. Dans ce cadre, une attention particulière est portée aux questions d'accès, de protection des travailleurs humanitaires et des populations civiles, et de respect des infrastructures et du personnel médical.

L'aide humanitaire belge en chiffres

En 2017, l'aide humanitaire belge disposait d'un budget de 170 millions EUR. Quatre instruments permettent d'exécuter ce budget:

- **Contributions aux moyens généraux** (core) des organisations humanitaires internationales;
- **Fonds humanitaires internationaux de donateurs** (fonds flexibles) mettant rapidement des ressources financières à disposition des organisations humanitaires en cas de crise humanitaire;
- **Programmes** pluriannuels (2 ans) en réponse à des crises complexes (12 nouveaux programmes ont été lancés en 2017);
- **Projets** annuels en réponse à des crises soudaines ou oubliées. 27 projets ont été financés en 2017: 21 avec un ciblage géographique, 6 avec un ciblage thématique relatif à l'innovation dans l'action humanitaire.

Aide humanitaire	Budget 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation
Core	20.000.000	20.000.000	100,00%
Fonds flexibles	61.500.000	61.500.000	100,00%
Programmes	41.755.000	41.754.980	99,99%
Projets	46.745.000	46.744.999	99,99%
Total	**170.000.000**	**169.999.979**	**99,99%**

Suite aux engagements pris dans le cadre du Sommet Humanitaire Mondial et du **Grand Bargain**, la Belgique a promis que d'ici 2020:

- 25% de l'aide humanitaire belge irait à des acteurs humanitaires locaux : cet objectif a été atteint en 2017 à concurrence de 30,3%;
- au moins 60% de l'aide humanitaire belge sera flexible: en 2017, ce pourcentage était de 53%;
- au moins 30% de l'aide belge humanitaire se fera en cash: en 2017, ce taux était déjà de 22,6%.

La répartition géographique du budget

Au niveau de la répartition géographique, la région du **Moyen-Orient** a reçu le plus de ressources humanitaires en 2017, à savoir plus de **50 millions EUR**. Les crises en Syrie et en Iraq sont les plus financées, suivies de celles du Yémen et des Territoires palestiniens occupés. Les opérations humanitaires au Yémen ont, quant à elles, capté +/- 5 fois plus de fonds: 10,8 millions EUR en 2017 contre 2,3 millions en 2016, le Yémen étant devenu la plus grande crise humanitaire de 2017 suite au conflit armé qui secoue le pays, à l'épidémie de choléra et à la menace de famine. Plus de 80% de la population a désormais besoin d'aide humanitaire.

Un peu plus de 35% du budget humanitaire (**48 millions EUR**) a été consacré aux crises en **Afrique subsaharienne**, dont 34 millions EUR pour des besoins dans la région des Grands Lacs. Ces crises ont souvent une dimension régionale (débordement des violences, déplacements de population...) et peuvent interagir et parfois se renforcer mutuellement. Dans cette région, c'est évidemment la RDC qui a retenu l'attention de la communauté internationale humanitaire et de la Belgique en particulier.

Enfin, un effort important a également été consenti envers les **quatre pays à fort risque, ou touchés par une famine en 2017** (Nigéria, Yémen, Soudan du Sud et Somalie). Dans ce cadre, la Coopération belge au Développement a travaillé avec le Consortium 12.12 afin d'augmenter l'enveloppe totale dédiée au soutien des actions humanitaires d'ONG belges dans ces pays.

Organisations partenaires

Trois types d'organisations peuvent bénéficier de l'aide humanitaire:

- ONG humanitaires belges et internationales;
- organisations humanitaires internationales;
- organisations humanitaires internationales qui gèrent des fonds humanitaires internationaux de donateurs (fonds flexibles).

En 2017, les ONG belges et internationales ont reçu **25 millions EUR**, soit une augmentation de 6 millions par rapport à 2016. Cela représente 14,7% du budget total. Les organisations internationales (en ce inclus les fonds flexibles) ont, quant à elles, capté **144,8 millions EUR**, soit 85,3% du budget humanitaire total. Au vu du nombre de crises humanitaires générées par des conflits armés ainsi que de la «crise migratoire», c'est sans surprise que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (UNHCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont les organisations internationales les plus financées. Elles ont obtenu respectivement environ 23,8 millions EUR, 20,1 millions EUR et 17,9 millions EUR.

© iStock Claudiad

Focus sur l'innovation

La Belgique se veut un partenaire moderne, doté d'une capacité d'adaptation aux évolutions et changements du monde humanitaire. Notre pays souhaite encourager une culture de l'innovation au sein des organisations humanitaires en apportant un soutien stratégique à certains projets caractérisés par un réel potentiel de changement pour le secteur humanitaire. Ainsi, en partenariat avec le CICR, la Belgique a lancé le premier **Humanitarian Impact Bond** (HIB) en 2017. Ce mécanisme de financement innovant permet un payement, en fin de programme, sur base des résultats effectivement obtenus. Il a été créé pour encourager le secteur privé à soutenir les programmes de santé du CICR. Le HIB a permis une levée de fonds de 26 millions EUR, la Belgique participant à cet effort à hauteur de 8,7 millions EUR.

Le financement du **Start Fund** - un fonds géré par et pour les ONG (dont Caritas International, Handicap International, ou Oxfam) - témoigne également de cette dynamique. Notre pays a accordé 1 million EUR à ce fonds qui cherche une réponse plus rapide et plus efficace aux crises humanitaires. Les fonds sont déboursés dans les 72 heures suivant une alerte, ce qui fait du Start Fund le mécanisme d'intervention le plus rapide au monde.

Partie 4

Sensibilisation en Belgique

Une mission à accomplir dans son propre pays

L'éducation à la citoyenneté mondiale contribue à la solidarité et à la compréhension. Notre politique et notre mode de vie ont beaucoup d'impact ailleurs dans le monde, en particulier dans les pays pauvres. Inversement, les événements ailleurs dans le monde affectent aussi notre pays. Les Objectifs de Développement durable (ODD) soulignent clairement la dépendance mutuelle et la responsabilité de toutes les régions du monde. C'est pourquoi les ODD prévoient pour tous les citoyens l'accès à **l'éducation à la citoyenneté mondiale**. Ceci dans le but de contribuer à un monde plus juste et solidaire basé sur des valeurs démocratiques. Les relations Nord-Sud sont au centre de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

L'éducation à la citoyenneté mondiale fait usage à la fois d'initiatives éducatives formelles (par exemple dans les écoles) et informelles (à travers des activités destinées à un large public, comme les films et les festivals). Grâce à leur diversité, les différents acteurs peuvent atteindre différents groupes cibles (âge, origine, conviction, lieu de résidence ...) dans notre pays.

L'audiovisuel, un outil

L'audiovisuel est considéré comme un puissant outil d'éducation: en peu de temps, il peut toucher une large audience. C'est pour cette raison que la Coopération belge au Développement cofinance des films, documentaires et séries télévisées. Une dizaine de films et séries sont sortis en 2017. En voici quelques-uns:

Amazones : des femmes combattantes

Trois reportages sur des femmes qui prennent les armes dans trois contextes différents: en Colombie, en Israël et en Palestine, et en en Irak. Ils ont été financés à hauteur de 125.000 EUR, et sortent en mars 2018 sur Canvas .

« *Handen uit de Mouwen* » : quand des citoyens flamands mettent la main à la pâte

Cinq épisodes qui suivent des citoyens flamands dans leur voyage «d'aide au développement»: un père et sa fille aspirante vétérinaire qui partent avec Vétérinaires Sans Frontières; un entrepreneur qui part reboiser une forêt avec Ondernemers Zonder Grenzen, etc. Chaque épisode montre comment des citoyens découvrent le monde en développement et apportent leur pierre à l'édifice. La production a pu compter sur une contribution de 140.450 EUR de la Coopération belge au Développement.

Insyriated

En 2017, Insyriated était en première mondiale au Festival de Berlin. L'histoire parle d'une famille syrienne enfermée dans son appartement pour se protéger contre la guerre civile. Le film, réalisé par le Belge Philippe Van Leeuw, a déjà remporté plusieurs prix dans des festivals internationaux. La Coopération belge au Développement a financé Insyriated pour un montant de 30.754 EUR.

© Geoffray Godfuron

La thématique de la migration au festival de musique Esperanzah

La Coopération belge au Développement a aussi soutenu financièrement un projet consacré à la thématique des migrations et à celle des réfugiés. Au cours de ce projet de deux mois, les élèves de 6ème du séminaire de Floreffe ont rencontré des réfugiés d'un centre de la Croix Rouge et ont réalisé un clip vidéo sur leurs activités. Pour terminer en beauté, le clip vidéo a été présenté au festival Esperanzah. De nombreux festivaliers ont pu écouter une chanson composée par les enfants suite à leur rencontre avec les réfugiés.

Annoncer la Couleur a 20 ans

Le programme fédéral pour l'éducation à la citoyenneté mondiale Annoncer la Couleur souffle ses 20 bougies. Par ce programme, la Coopération belge au Développement veut motiver les jeunes belges de l'enseignement primaire et secondaire pour plus de solidarité internationale. Des questions de société sur les thèmes de la migration, du climat, de la pauvreté sont actuelles et demandent une approche critique.

Depuis 1997, le programme Annoncer la Couleur œuvre avec les écoles et les équipes éducatives pour l'éducation à la citoyenneté mondiale, et pour aider les jeunes à aiguiser leur esprit critique par rapport à la problématique du développement dans le monde. Le but est de les inciter à agir comme des citoyens du monde actifs et solidaires. Les ambitions de ce programme sont plus actuelles que jamais.

L'éducation à la citoyenneté mondiale : plus actuelle que jamais !

Le nouveau Glo.be entre totalement dans l'ère du numérique

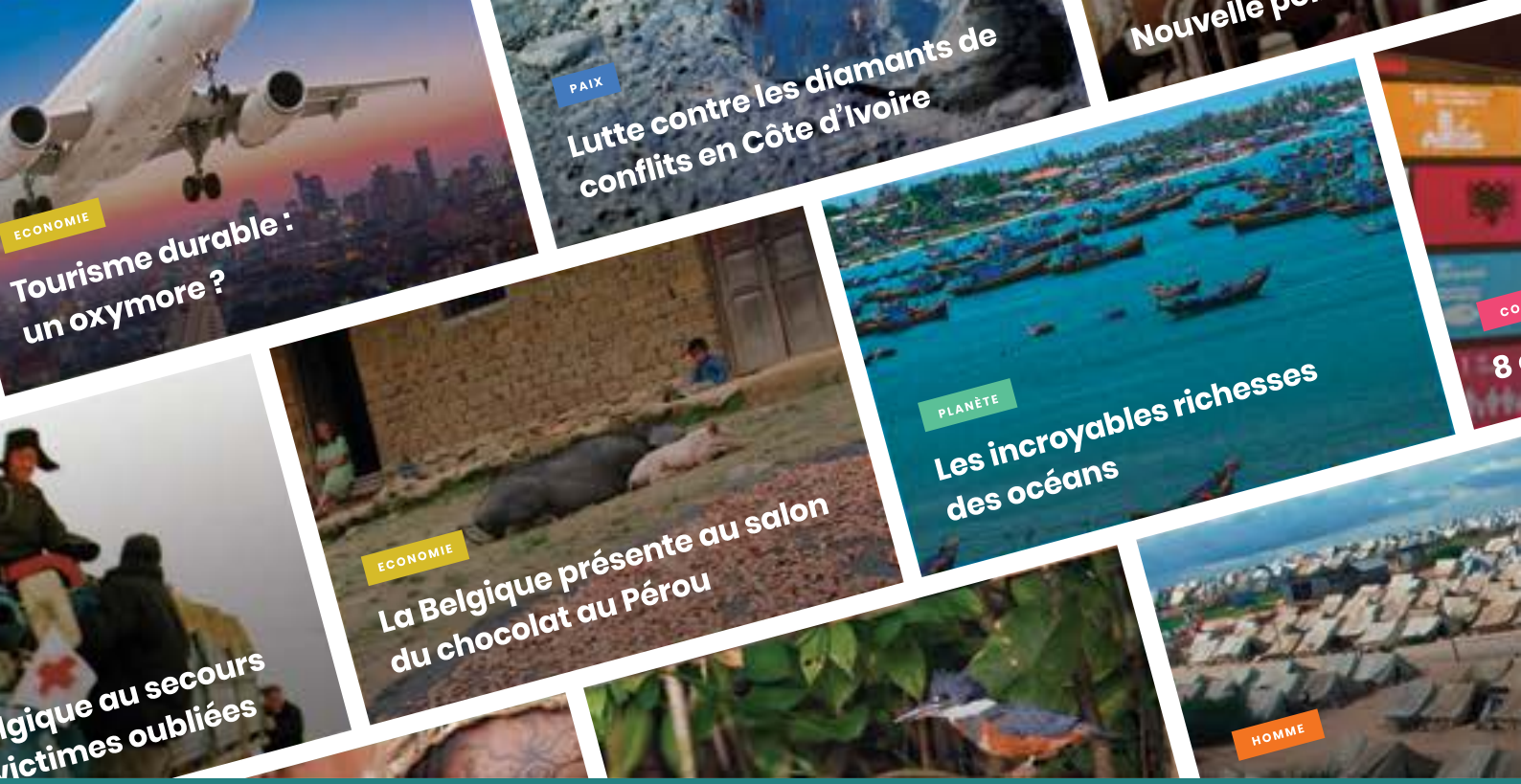
Glo.be est le magazine belge du développement international. Le nouveau magazine en ligne est entièrement basé sur les Objectifs de Développement durable (ODD) et l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement durable, adopté fin septembre 2015 par la communauté internationale. Les articles de Glo.be sont consacrés aux cinq piliers des ODD: l'homme, la planète, la prospérité, la paix et la sécurité et le partenariat. Une sixième rubrique, « Globetrotters », illustre la manière dont nos compatriotes s'engagent pour le développement durable, aux quatre coins du globe.

À l'occasion du lancement du nouveau site, en septembre 2017, le ministre de la Coopération au Développement, Alexander De Croo, a publié durant toute la semaine des articles sur un blog hôte depuis l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Les avantages d'un magazine numérique

Glo.be ne paraîtra plus à un rythme trimestriel, mais offre désormais des informations en continu sur les thèmes liés à la Coopération belge au Développement, dans le sens large du terme. Le magazine propose articles courts et longs, en langues française, néerlandaise et anglaise, pour le PC, la tablette et le smartphone. Une lettre d'information mensuelle traite des sujets majeurs. Glo.be dispose enfin d'une page Facebook et d'un compte Instagram propres. Autant de caractéristiques et d'atouts qui font de Glo.be un centre de connaissances en mesure de répondre aux attentes les plus diverses.

Misant sur une nouvelle présentation graphique, un contenu clair et un moteur de recherche avancé, Glo.be ne manquera pas d'attirer de nouveaux lecteurs. Étudiants, enseignants ou citoyens préoccupés par l'avenir de notre planète seront séduits par la grande variété d'articles. Enfin, Glo.be met tout en œuvre pour décrocher le label de qualité AnySurfer, afin que l'accès aux différentes plates-formes soit aisé pour tout un chacun.



Découvrez plus sur www.glo-be.be

La Coopération belge au Développement œuvre pour un monde plus durable.

www.glo-be.be

ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

DGD - DIRECTION GÉNÉRALE
COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
ET AIDE HUMANITAIRE

Rue des Petits Carmes 15 • B-1000 Bruxelles
E-mail : info.dgd@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be • www.dg-d.be